

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 07899
Numéro SIREN : 849 228 291
Nom ou dénomination : 942 AM

Ce dépôt a été enregistré le 25/01/2021 sous le numéro de dépôt 10007

942 AM
Société par actions simplifiée au capital de 1000 euros
Siège social : 66, rue de Monceau - 75008 Paris
RCS Paris 849 228 291

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 21 DECEMBRE 2020

LE SOUSSIGNE :

Monsieur **Damien MORIN**, né le 1^{er} décembre 1990 à Rueil-Malmaison (92), de nationalité française, demeurant, 66, rue de Monceau - 75008 Paris,

Associé unique de la société **942 AM**, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est situé 66, rue de Monceau - 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris le 18 mars 2019, sous le numéro 849 228 291 (ci-après désignée la « **Société** »),

Statuant sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport du Commissaire aux apports, établi en application des articles L. 223-33 et L. 223-9 du Code de commerce,
- Approbation du traité d'apport et de l'évaluation de l'apport en nature de 6.640 actions, que Monsieur Damien MORIN détient dans la société FLATCHR INTERNATIONAL (RCS Nanterre 803 289 560), à la Société, pour un prix global de 37.184 euros,
- Augmentation corrélative du capital social de la Société par apport en nature, d'un montant total de 37.184 euros, par voie de création de 3.718.400 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, émises au prix unitaire de 0,01 euro correspondant à la valeur nominale des actions de la Société, portant le capital social de 1.000 euros à 38.184 euros,
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital,
- Modifications corrélatives des statuts,
- Pouvoirs - Formalités.

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-LAZARE
Le 13/01/2021 Dossier 2021 00004578, référence 7564P61 2021 A 00288
Enregistrement : 0 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro

A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES :

I. PREMIERE DECISION

Approbation du traité d'apport et de l'évaluation de l'apport en nature de 6.640 actions, que Monsieur Damien MORIN détient dans la société FLATCHR INTERNATIONAL (RCS Nanterre 803 289 560), à la Société, pour un prix global de 37.184 euros

L'Associé Unique,

Connaissance prise du rapport de Monsieur Peyo BOURSIER-LONGY, Commissaire aux apports désigné par décision de l'associé unique prises par acte sous seing privé en date du 12 décembre 2020, établi en application des articles L. 223-33, L. 223-9, R. 223-6, R. 123-106 et L. 822-11 du Code de commerce, figurant en annexe du présent procès-verbal,

Connaissance prise du traité d'apport, dont une copie figure en annexe du présent procès-verbal, aux termes duquel Monsieur Damien MORIN fait apport à la Société de 6.640 actions qu'il détient dans la Société FLATCHR INTERNATIONAL (RCS Nanterre 803 289 560), évaluées à un prix global de 37.184 euros,

Approuve cet apport et l'évaluation qui en a été faite aux termes du traité d'apport.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

II. DEUXIEME DECISION

Augmentation corrélative du capital social de la Société par apport en nature, d'un montant total de 37.184 euros, par voie de création de 3.718.400 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, émises au prix unitaire de 0,01 euro correspondant à la valeur nominale des actions de la Société, portant le capital social de 1.000 euros à 38.184 euros

L'Associé Unique,

Décide de rémunérer l'apport en nature approuvé aux termes de la première décision ci-dessus par la création de 3.718.400 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune,

Décide en conséquence de procéder à une augmentation de capital par apport en nature, d'un montant total de 37.184 euros, par voie de création de 3.718.400 actions nouvelles, émises à valeur nominale, soit un prix unitaire de 0,01 euro, portant ainsi le capital social de la Société de 1.000 euros à 38.184 euros,

Décide que les 3.718.400 actions nouvelles émises en rémunération dudit apport en nature seront intégralement attribuées à Monsieur Damien MORIN,

Décide que les 3.718.400 actions nouvelles seront libérées en totalité dès leur émission,

Décide que les actions nouvelles, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront entièrement assimilables aux actions anciennes et porteront jouissance dès la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

III. TROISIEME DECISION

Réalisation définitive de l'augmentation de capital

L'Associé Unique,

Constate en conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent, que l'augmentation de capital qui en résulte est définitivement réalisée.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

IV. QUATRIEME DECISION

Modifications corrélatives des statuts

L'Associé Unique,

En conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent,

Décide de modifier l'article 6 des statuts qui aura désormais la rédaction suivante :

« ARTICLE 6. APPORTS

Lors de la constitution de la Société, Monsieur Damien MORIN a fait apport à la Société de la somme de MILLE EUROS (1.000€), correspondant à la souscription en totalité de CENT MILLE (100.000) actions ordinaires d'une valeur nominale d'UN CENTIME D'EURO (0,01€) chacune, intégralement libérées.

Cette somme de MILLE EUROS (1.000€) qui a été déposée dès avant ce jour auprès de l'étude VINCENNES M&B NOTAIRES, titulaire d'un office notarial situé 40, avenue du Petit Parc - 94300 Vincennes, comme l'atteste le certificat du dépositaire des fonds en date du 7 mars 2019 établi par ladite étude.

A la suite des décisions de l'associé unique prises en date du 21 décembre 2020, le capital social a été augmenté de trente-sept mille cent quatre-vingt-quatre euros (37.184€), par voie d'apport de droits sociaux détenus dans la société FLATCHR INTERNATIONAL. Cet apport, ayant donné lieu à l'établissement d'un rapport du Commissaire aux apports désigné dans ce cadre, a été évalué à la somme totale de 37.184 euros et a été rémunéré par l'émission de 3.718.400 actions d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune.

Le capital social a ainsi été porté de 1.000 euros à 38.184 euros, divisé en 3.818.400 actions d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune. »

Décide de modifier l'article 7 des statuts qui aura désormais la rédaction suivante :

« Article 7 – Capital social

Le capital social est fixé à TRENTE-HUIT MILLE CENT QUATRE-VINGT-QUATRE EUROS (38.184€).

Il est divisé en TROIS MILLION HUIT CENT DIX-HUIT MILLE QUATRE CENTS (3.818.400) actions D'UN CENTIME D'EURO (0,01€) de valeur nominale chacune, toutes ordinaires et intégralement libérées. »

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

V. CINQUIEME DECISION

Pouvoirs - Formalités

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue de l'accomplissement de toutes formalités et plus généralement faire le nécessaire.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

Fait à Paris, le 21 décembre 2020,

En trois (3) exemplaires originaux.



Damien MORIN

Annexe

Traité d'apport

A handwritten signature in black ink, located in the bottom right corner of the page. The signature is stylized and appears to be a single name or set of initials.

Le 15 décembre 2020

942 AM

Bénéficiaire

MONSIEUR DAMIEN MORIN

Apporteur

TRAITE D'APPORT

118

CECI RAPPELE,

LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1 APPORT

- 1.1** Suivant les termes et conditions stipulés aux présentes, l'Apporteur s'engage à faire apport au Bénéficiaire, qui l'accepte, des Actions, soit **6.640 actions ordinaires** qu'il détient dans le capital de la Société (l'« **Apport** »).
- 1.2** Les Actions seront apportées au Bénéficiaire jouissance courante.
- 1.3** L'Apport sera réalisé à titre pur et simple.
- 1.4** L'Apport a été évalué au regard des méthodes d'évaluation figurant en **Annexe A** des présentes, soit un prix par action arrondi à 5,60 euros et une **valeur de l'Apport d'un montant total de 37.184 euros**.
- 1.5** Par décisions de l'associé unique en date du 12 décembre 2020, Monsieur Peyo BOURSIER-LONGY, expert-comptable et commissaire aux comptes, a été désigné en qualité de commissaire aux apports, avec pour mission (i) d'apprécier la valeur de l'Apport et (ii) dresser son rapport conformément aux dispositions légales.

ARTICLE 2 REMUNERATION DE L'APPORT

- 2.1** Sous réserve de la réalisation des conditions suspensives visées à l'article 6 ci-dessous, l'Apport est consenti par l'Apporteur et accepté par le Bénéficiaire en contrepartie de l'émission par le Bénéficiaire, au profit de l'Apporteur, d'un nombre total de 3.718.400 actions nouvelles du Bénéficiaire, émises à valeur nominale, soit un prix unitaire de 0,01 euro, (ci-après désignées ensemble les « **Actions Nouvelles** »), correspondant à une augmentation de capital d'un montant nominal de 37.184 euros, portant le capital social de 1.000 à 38.184 euros ;
- 2.2** Les Nouvelles Actions seront intégralement libérées dès leur création et seront attribuées en intégralité à l'Apporteur dans les proportions ci-dessus visées dès la Date de Réalisation (telle que définie à l'article 6.3).
- 2.3** Les Nouvelles Actions seront soumises à toutes les dispositions des statuts du Bénéficiaire.
- 2.4** Les Nouvelles Actions seront créées jouissance courante.

ARTICLE 3 TRANSFERT DE PROPRIETE DES ACTIONS

La propriété et les droits attachés aux Actions seront transférés au Bénéficiaire à la Date de Réalisation (telle que définie à l'article 6.3).

ARTICLE 4 DECLARATIONS ET GARANTIES

Les déclarations et garanties figurant au présent article 4 sont exactes et sincères à la date du présent traité d'apport et, sauf indication contraire, le seront à la Date de Réalisation (telle que définie à l'article 6.3).

5.2 Engagements du Bénéficiaire

Sous réserve de la réalisation des conditions suspensives visées à l'article 6, le Bénéficiaire s'engage à faire ses meilleurs efforts pour que l'associé unique approuve, au vu du rapport du commissaire aux apports, le montant de l'Apport et décide l'augmentation de capital devant en résulter ainsi que la modification corrélative de ses statuts.

ARTICLE 6 CONDITIONS SUSPENSIVES

6.1 La réalisation de l'Apport et leur rémunération sont soumises aux conditions suspensives suivantes :

- (i) l'établissement Monsieur Peyo BOURSIER-LONGY, commissaire aux apports, de son rapport conformément aux dispositions applicables ; et
- (ii) l'approbation de l'Apport, l'approbation de l'évaluation de l'Apport, l'approbation de la rémunération de l'Apport et la constatation de la réalisation de l'augmentation de capital consécutive à l'Apport par décision de l'associé unique du Bénéficiaire conformément à la loi ainsi que la modification corrélative des statuts du Bénéficiaire.

6.2 Au cas où l'une quelconque des conditions suspensives visées au présent article et affectées d'une date limite de réalisation ne pourrait être réalisée avant ladite date, le présent traité d'apport serait de plein droit considéré comme caduc.

6.3 L'Apport et l'augmentation corrélative de capital du Bénéficiaire seront définitivement réalisés à compter de la réalisation de la dernière à intervenir des conditions suspensives à l'article 6.1 ci-dessus (la « **Date de Réalisation** »).

ARTICLE 7 REPORT D'IMPOSITION

L'Apporteur bénéficiera d'un report d'imposition de la plus-value réalisée à l'occasion de l'apport des Actions, selon les termes et conditions de 150-0 B ter du Code général des impôts.

ARTICLE 8 DROITS D'ENREGISTREMENT

Les Parties déclarent expressément que l'Apport sera soumis au traitement fiscal de droit commun pour les apports à titre pur et simple défini par l'article 810-I du Code Général des Impôts.

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'Apport.

ARTICLE 9 FORMALITES

Le Bénéficiaire s'engage à effectuer toutes les formalités nécessaires relatives ou subséquentes à la signature du présent traité d'apport et à la réalisation des opérations qui y sont prévues.

Annexe A

Méthode d'évaluation de l'Apport

L'Apport s'inscrit dans le cadre d'une opération de levée de fonds réalisée par de nouveaux investisseurs entrant au capital de la Société.

Dans ce cadre, il est proposé aux associés minoritaires de la Société de céder leur participation dans la Société, sur la base d'un prix de 5,60 euros par action ordinaire (correspondant à un prix décoté d'environ 30% par rapport au prix fixé pour les actions de préférence souscrites par les investisseurs dans le cadre de la levée de fonds envisagée).

Dans ce contexte, il est envisagé la cession de la totalité des 6.640 actions faisant l'objet du présent Apport au profit de nouveaux investisseurs entrants.

Conformément aux termes des projets de contrats d'acquisition, dont la signature est envisagée le 22 décembre 2020, le prix des actions ordinaires est ainsi fixé à 5,60 euros par action ordinaire.

Certifié conforme à l'original

DocuSigned by:
Damien Morin
09232BFDD06347C...

942 AM

Société par actions simplifiée au capital de 38.184 euros
Siège social : 66, rue de Monceau - 75008 Paris
RCS Paris 849 228 291

STATUTS MIS A JOUR

AU 21 DECEMBRE 2020

TITRE I **DISPOSITIONS GENERALES**

ARTICLE 1. FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société par actions simplifiée, qui sera régie par les lois et règlements en vigueur et par les présents statuts.

La Société peut être indifféremment unipersonnelle ou pluripersonnelle.

ARTICLE 2. OBJET SOCIAL

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger, directement ou indirectement :

- La fourniture de services aux entreprises dans tous domaines, et notamment dans les domaines suivants : le conseil en matière d'innovation et de technologie, de recherche et développement, de stratégie d'entreprise, de gestion, de ressources humaines, ainsi que les services administratifs (juridiques, comptables, financiers, etc.) ;
- La détention et la prise de participation directe ou indirecte dans le capital de sociétés, groupement ou entités juridiques de tout type ; la participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
- L'acquisition, par voie d'achat, d'échange, d'apport ou autrement, de tous immeubles bâtis et non-bâtis, leur détention et leur administration, la restauration et la construction de tous immeubles, la mise à disposition de tout ou partie des immeubles au bénéfice de ses associés et/ou la location de tout ou partie des immeubles de la Société ;
- Le cas échéant, la vente, l'échange, l'apport et l'arbitrage, de tout ou partie des éléments immobiliers et mobiliers du patrimoine de la Société ;
- Et généralement, toutes opérations pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini.

ARTICLE 3. DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale : « **942 AM** ».

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société et destinés aux tiers, doit figurer l'indication de la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au : **66, rue de Monceau - 75008 Paris**.

Le transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe est décidé par le président de la Société, qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Dans tous les autres cas, le transfert du siège social relève de la compétence d'une décision collective prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16.

ARTICLE 5. DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée est prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le président doit provoquer une décision collective des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

TITRE II **APPORTS - CAPITAL SOCIAL**

ARTICLE 6. APPORTS

Lors de la constitution de la Société, Monsieur Damien MORIN a fait apport à la Société de la somme de **MILLE EUROS (1.000€)**, correspondant à la souscription en totalité de **CENT MILLE (100.000) actions ordinaires** d'une valeur nominale d'UN CENTIME D'EURO (0,01€) chacune, intégralement libérées.

Cette somme de **MILLE EUROS (1.000€)** qui a été déposée dès avant ce jour auprès de l'étude VINCENNES M&B NOTAIRES, titulaire d'un office notarial situé 40, avenue du Petit Parc – 94300 Vincennes, comme l'atteste le certificat du dépositaire des fonds en date du 7 mars 2019 établi par ladite étude.

A la suite des décisions de l'associé unique prises en date du 21 décembre 2020, le capital social a été augmenté de **TRENTE-SEPT MILLE CENT QUATRE-VINGT QUATRE EUROS (37.184€)**, par voie d'apport de droits sociaux détenus dans la société FLATCHR INTERNATIONAL. Cet apport, ayant donné lieu à l'établissement d'un rapport du Commissaire aux apports désigné dans ce cadre, a été évalué à la somme totale de 37.184 euros et a été rémunéré par l'émission de 3.718.400 actions d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune.

Le capital social a ainsi été porté de 1.000 euros à 38.184 euros, divisé en 3.818.400 actions d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune.

ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à **TRENTE-HUIT MILLE CENT QUATRE-VINGT-QUATRE EUROS (38.184€)**.

Il est divisé en **TROIS MILLION HUIT CENT DIX-HUIT MILLE QUATRE CENTS (3.818.400) actions D'UN CENTIME D'EURO (0,01€)** de valeur nominale chacune, toutes ordinaires et intégralement libérées.

ARTICLE 8. MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16.

Les associés peuvent déléguer à tout organe de la Société les pouvoirs ou la compétence nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, une augmentation ou une réduction du capital.

Il peut être créé des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent, dans le respect des dispositions légales en vigueur.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes *au prorata* de leur participation dans le capital de la Société dans les conditions légales. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. De plus, les associés peuvent supprimer le droit préférentiel de souscription, en tout ou partie, par une décision collective des associés dans les conditions légales.

ARTICLE 9. INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix du mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à une action appartient à l'usufruitier dans le cadre des décisions collectives ordinaires et au nu-propriétaire dans le cadre des décisions collectives extraordinaires ou devant être prise à une majorité supérieure à celle des décisions ordinaires, sauf répartition différente de l'exercice du droit de vote décidée entre eux et notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société.

ARTICLE 10. FORME DES ACTIONS / COMPTABILITE DES TITRES

Les actions sont nominatives et sont toutes ordinaires.

La propriété des actions résulte de leur inscription dans une comptabilité de titres tenue par la Société ou par un mandataire au travers (i) d'un registre de mouvement de titres sur lequel sont enregistrés dans l'ordre chronologique les mouvements affectant les actions et (ii) de fiches individuelles pour chacun des associés faisant apparaître, par catégorie, les valeurs mobilières détenues par celui-ci à tout moment. Ces documents peuvent être tenus de manière électronique par la Société.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par le président de la Société à tout associé qui en fait la demande.

ARTICLE 11. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Les droits et obligations attachés à une action suivent cette action dans quelque main qu'elle passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions collectives des associés.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent à leur porteur aucun droit contre la Société, les associés ayant à faire leur affaire personnelle du groupement d'actions nécessaire.

Chaque action donne droit, dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Elle donne en outre droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication des documents sociaux visés par les présents statuts ainsi que ceux expressément prévus par la loi.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

ARTICLE 12. LOCATION D'ACTIONS

La location des actions de la Société est interdite.

TITRE III **DIRECTION ET GOUVERNANCE DE LA SOCIETE**

ARTICLE 13. PRESIDENCE DE LA SOCIETE

13.1. Désignation du président

La Société est dirigée par un président qui peut être soit une personne physique, soit une personne morale, associé ou non de la Société.

Lorsque le président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner, lors de sa nomination, un représentant permanent personne physique.

Le président est nommé et renouvelé dans ses fonctions par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16, à l'exception du premier président, désigné aux termes des statuts constitutifs.

13.2. Durée des fonctions du président

La durée des fonctions du président est fixée aux termes de la décision collective des associés qui le nomme ou, s'agissant du premier président, des statuts constitutifs. Elle peut être déterminée ou indéterminée.

A défaut d'avoir été fixée par décision collective ou dans les statuts constitutifs, la durée des fonctions du président est de trois (3) ans à compter de sa nomination.

Le mandat du président est renouvelable sans limitation.

Le président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois lequel pourra être réduit par décision de la collectivité des associés qui aura à statuer sur son remplacement.

Les fonctions du président cessent immédiatement et de plein droit par son décès, son incapacité, sa faillite personnelle, son interdiction de gérer, sa démission (sous réserve du respect du préavis) ou sa révocation.

Les fonctions du président personne morale prennent également fin en cas d'ouverture à son encontre d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire ou en cas de dissolution amiable.

Dans les autres cas, le mandat du président prend fin à l'issue de la décision collective des associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, intervenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat du président.

La cessation de ses fonctions par le président n'entraîne pas la dissolution de la Société.

13.3. Révocation du président

Le président est révocable à tout moment, pour justes motifs, par décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16.

13.4. Rémunération

Le président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décision collective des associés prise dans les conditions de l'ARTICLE 16.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires. Elle pourra également comprendre des primes de rémunération.

En outre, le président est remboursé de ses frais raisonnables de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

13.5. Pouvoirs du président

Le président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans l'ordre interne, le président exerce ses fonctions sous réserve des pouvoirs que la loi et les statuts attribuent aux autres organes de la Société.

Le président prépare et arrête les comptes annuels, le rapport de gestion ainsi que les autres documents mentionnés à l'article L. 232-1 du Code de commerce. Le cas échéant, le président doit mettre à la disposition du commissaire aux comptes dans les conditions prévues par la loi et les soumettre à l'approbation des associés au plus tard avant la clôture de l'exercice suivant.

Plus généralement, lorsque les associés sont convoqués en vue de la prise d'une décision collective, le président établit les documents dont la préparation est requise par la loi et les met à la disposition des associés préalablement à la décision collective.

13.6. Délégation des pouvoirs du président

Le président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Le président peut à tout moment révoquer toute délégation de ses pouvoirs.

13.7. Représentation du personnel

Dans les rapports entre la Société et les représentants du personnel, le président constitue l'organe social auprès duquel ces représentants exercent le cas échéant les droits définis par les articles L. 2312-72 à L. 2312-77 du Code du travail.

Le président organise pour toutes les échéances importantes, notamment l'arrêté des comptes annuels, des réunions en présence desdits représentants et ne prend sa décision qu'après que ceux-ci aient pu s'exprimer.

ARTICLE 14. DIRECTEURS GÉNÉRAUX DIRECTEURS GÉNÉRAUX DÉLÉGUÉS

14.1. Désignation de directeurs généraux

La collectivité des associés peut décider de nommer un ou plusieurs directeurs généraux ou directeurs généraux délégués, personnes physiques ou morales, associés ou non de la Société.

Lorsque le directeur général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Les directeurs généraux et les directeurs généraux délégués sont nommés et renouvelés par voie de décisions collectives des associés prises dans les conditions définies à l'ARTICLE 16 à l'exception, le cas échéant, des premiers directeurs généraux, désignés aux termes des statuts constitutifs.

Les directeurs généraux sont soumis aux mêmes règles en matière de responsabilité que le président de la Société.

Les directeurs généraux, personnes physiques, peuvent être également liés à la Société par un contrat de travail.

14.2. Durée des fonctions de directeur général

La durée des fonctions d'un directeur général fixée aux termes de la décision collective des associés qui le nomme ou, le cas échéant, des statuts constitutifs. Elle peut être déterminée ou indéterminée.

A défaut d'avoir été fixée par décision collective ou dans les statuts constitutifs, la durée des fonctions d'un directeur général est de trois (3) ans à compter de sa nomination.

Le mandat de directeur général est renouvelable sans limitation.

Un directeur général peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois lequel pourra être réduit par la décision collective des associés qui aura à statuer sur son remplacement.

Les fonctions de directeur général cessent immédiatement et de plein droit par son décès, son incapacité, sa faillite personnelle, son interdiction de gérer, sa démission (sous réserve du respect du préavis) ou sa révocation.

Les fonctions de directeur général personne morale prennent également fin, en cas d'ouverture à son encontre d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire ou en cas de dissolution amiable.

Dans les autres cas, le mandat de directeur général prend fin à l'issue de la décision collective des associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, intervenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit directeur général.

14.3. Rémunération des directeurs généraux

Chaque directeur général peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires. Elle pourra également comprendre des primes de rémunération.

En outre, chaque directeur général est remboursé de ses frais raisonnables de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

14.4. Révocation des directeurs généraux

Chaque directeur général est révocable à tout moment, pour justes motifs, par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16.

14.5. Pouvoirs des directeurs généraux

Chaque directeur général est investi du même pouvoir de représentation de la Société à l'égard des tiers que celui du président.

Chaque directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes d'un directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans l'ordre interne, chaque directeur général exerce ses fonctions sous réserve des pouvoirs que la loi et les statuts attribuent aux autres organes de la Société.

Dans l'ordre interne, les décisions listées à l'article 13.5 ci-dessus ne pourront être prises par le directeur général qu'avec l'accord préalable du président.

Le présent ARTICLE 14 s'applique *mutatis mutandis* à tout directeur général délégué.

ARTICLE 15. COMITÉS

Sur proposition du président, les associés, statuant par voie de décision collective prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16, peuvent décider de la création d'un ou plusieurs comités chargés, soit d'étudier toutes questions sur lesquelles il souhaiterait recueillir un avis, soit de l'assister dans la surveillance de l'administration générale de la Société.

La décision par laquelle la collectivité des associés décide de créer un comité fixera en particulier les règles du comité, et notamment sa composition, le statut de ses membres, ses attributions, les conditions de son fonctionnement, les modalités de quorum et de vote ainsi que les relations de ce comité avec les autres organes de la Société.

Cette décision fixe en outre la dénomination dudit comité (telle que, à titre d'exemples seulement, comité stratégique, comité d'investissement, comité de rémunération, etc.).

TITRE IV **DECISIONS COLLECTIVES**

ARTICLE 16. DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

16.1. Principes

16.1.1. Typologie des décisions collectives

Sauf s'il en est autrement disposé par les présents statuts, les associés s'expriment collectivement par voie de décision ordinaire, extraordinaire ou unanime, selon leurs champs respectifs d'application tels que définis ci-après.

Les pouvoirs qui sont dévolus à la collectivité des associés dans le cadre de la Société pluripersonnelle sont exercés par l'associé unique lorsque la Société est unipersonnelle.

16.1.2. Quorum

Les décisions collectives, ordinaires et extraordinaires, ne sont valablement prises que si les associés présents et représentés possèdent au moins cinquante pourcent (50%) des actions ayant le droit de vote.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à la réunion par des moyens de conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication à distance dont la nature et les conditions d'application sont fixées, le cas échéant, par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

16.1.3. Majorités

Les décisions ordinaires sont valablement prises à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents et représentés.

Les décisions extraordinaires sont valablement prises à la majorité des deux tiers (2/3) des voix dont disposent les associés présents et représentés.

Les décisions unanimes sont prises avec l'accord de tous les associés.

16.2. Champ d'application des décisions collectives

16.2.1. Décisions ordinaires

Sont prises par voie de décision ordinaire, les décisions relatives :

- au transfert du siège de la Société dans un département non limitrophe,
- à l'approbation des comptes annuels et l'affectation du résultat, la distribution de dividendes, d'acomptes sur dividendes ou de réserves,
- à l'approbation de toute convention réglementée,
- à la nomination, au renouvellement et à la fixation de la rémunération du président et des directeurs généraux,
- à la nomination, au renouvellement ou au remplacement des Commissaires aux comptes (à l'exception toutefois des premiers Commissaires aux comptes, nommés aux termes des statuts constitutifs).

Sont également prises par voie de décision ordinaire, toute décision relevant expressément de la compétence de la collectivité des associés en vertu de la loi ou des statuts et ne rentrant pas expressément dans le champ de compétence des décisions unanimes ou extraordinaires.

16.2.2. *Décisions extraordinaires*

Sont prises par voie de décision extraordinaire, les décisions relatives :

- à la révocation du président et des directeurs généraux ;
- à l'émission par la Société ou l'une de ses filiales de valeurs mobilières, simples ou composées, donnant accès ou pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, au capital social,
- à l'émission par la Société ou l'une de ses filiales d'un emprunt obligataire,
- à la réduction ou l'amortissement du capital social,
- à la modification de l'objet social,
- à la transformation de la Société en une autre forme,
- à la fusion, la scission ou l'apport partiel d'actifs de la Société,
- à l'octroi par la Société de sûretés réelles ou personnelles,
- à l'adhésion de la Société à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société,
- à la création de comités statutaires en application de l'ARTICLE 15 des statuts,
- à la cession ou mise en location-gérance par la Société de son fonds de commerce,
- à l'introduction en bourse de la Société, que ce soit sur un marché réglementé ou non, et
- à la dissolution anticipée et la liquidation de la Société.

Sont également prises par voie de décision extraordinaire, toute décision emportant modification des statuts et ne rentrant pas expressément dans le champ de compétence des décisions ordinaires ou unanimes et ne relevant pas de la compétence du président conformément à la loi ou au statuts.

16.2.3. *Décisions unanimes*

Sont prises par voie de décision unanime, les décisions :

- relatives à l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires visées aux articles L. 227-13, L. 227-14, L. 227-16 et L. 227-17 du Code de commerce, ou
- ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un associé.

16.2.4. *Autres décisions*

Sauf indication contraire des statuts, toute autre décision relève de la compétence du président et, le cas échéant, du ou des directeurs généraux.

16.3. Assemblées spéciales

Le cas échéant, les assemblées spéciales réunissent les titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou d'actions d'une catégorie déterminée.

Les décisions des assemblées spéciales ne sont valablement adoptées que si les titulaires présents et représentés possèdent au moins sur première convocation, la moitié, et sur deuxième convocation, le quart des titres ayant le droit de vote et dont il est envisagé de modifier les droits. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième décision peut être prorogée à une date postérieure de deux (2) mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée et il est toujours nécessaire que le quorum du cinquième soit atteint.

Elles statuent à la majorité de la moitié des voix dont disposent les titulaires présents ou représentés.

16.4. Modalités de consultation des associés

16.4.1. Dispositions applicables à tous les modes de consultation

Les décisions collectives des associés sont provoquées aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige à l'initiative, soit du président, soit d'un directeur général.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et, sous réserve de l'existence éventuelle d'actions à droit de vote multiple, dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter, pour la prise des décisions collectives, par toute personne de son choix, associé ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au président.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant un ordre du jour, le texte des projets résolutions ou de décisions envisagées et tous documents et informations requis par la loi permettant à la collectivité des associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions ou décisions présentées à leur approbation.

Sauf cas exceptionnel ou urgence, cette information doit faire l'objet d'une communication (par tout moyen écrit, y compris par courrier électronique) ou d'une mise à disposition au siège social de la Société intervenant huit (8) jours au moins avant la date de la consultation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2312-77 du Code du travail, en cas d'urgence, les représentants du personnel peuvent demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés. Ils peuvent également requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées.

S'il y a lieu, deux membres du comité d'entreprise, désignés par le comité et appartenant l'un à la catégorie des cadres techniciens et agents de maîtrise, l'autre à la catégorie des employés et ouvriers, ou les personnes mentionnées aux articles L. 2312-74 et L. 2312-75 du Code du travail peuvent assister aux assemblées générales. Ils sont entendus, à leur demande, lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des associés.

16.4.2. Assemblées Générales

La consultation des associés peut s'effectuer en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, qui devra avoir été adressée à chacun des associés au plus tard huit (8) jours avant la tenue de l'assemblée, par tout moyen de communication écrite et, notamment, par voie de courrier électronique ou télécopie.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale sans délai et peut prendre toute décision sur toutes questions, indépendamment de tout ordre du jour.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence signée par les associés présents ou leur représentant et par le président de séance.

16.4.3. Visioconférence – Vote électronique

Les associés peuvent participer aux assemblées générales et délibérer par voie de visioconférence, sous réserve que les moyens utilisés satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue, ou voter par tous moyens de télécommunication et télétransmission, y compris Internet dans les conditions prévues par la réglementation applicable au moment de son utilisation.

Ceux des associés qui utilisent à cette fin, dans les délais exigés, le formulaire électronique de vote proposé sur le site Internet mis en place par le centralisateur de l'assemblée sont assimilés aux associés présents ou représentés.

La saisie et la signature du formulaire électronique peuvent être directement effectuées sur ce site par tout procédé arrêté par le président et répondant aux conditions définies à la première phrase du deuxième alinéa de l'article 1316-4 du Code civil (à savoir l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant le lien de la signature avec le formulaire) pouvant notamment constituer un identifiant et un mot de passe.

La procuration ou le vote ainsi exprimés avant l'assemblée par ce moyen électronique, ainsi que l'accusé de réception qui en est donné, seront considérés comme des écrits non révocables et opposables à tous, étant précisé qu'en cas de cession de titres intervenant avant le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence selon le cas, la procuration ou le vote exprimé avant cette date et cette heure.

16.4.4. Consultation écrite

Lorsqu'une décision collective est prise par consultation écrite, le texte des résolutions proposées accompagné du bulletin de vote est adressé par le président à chaque associé par lettre recommandée avec accusé de réception, télécopie ou courrier électronique.

Les associés disposent d'un délai de dix (10) jours suivant la réception de cette consultation pour compléter et adresser, par tout moyen de communication écrite y compris par voie de courrier électronique ou télécopie, au président le bulletin de vote, daté et signé, en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Tout associé n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant approuvé les résolutions proposées.

Pendant le délai de réponse, tout associé peut exiger du président toutes explications complémentaires.

Dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

16.4.5. Acte sous seing privé

Toute décision collective, quel que soit son objet (y compris toute décision collective relative à l'approbation des comptes annuels) peut résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés, étant précisé qu'un associé peut se faire représenter pour la signature de tout acte sous seing privé par toute personne de son choix, associé ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au président.

16.5. Tenue des assemblées

16.5.1. Pouvoirs

Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité dès lors que ses actions sont libérées des versements exigibles et inscrites en compte à son nom.

Tout associé peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation.

16.5.2. Réunion des associés - Constitution du bureau

Les assemblées générales sont présidées par le président de la Société ou, en son absence, par un directeur général.

En cas de convocation par le ou les commissaires aux comptes, ou par un mandataire de justice, l'assemblée générale est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut l'assemblée élit elle-même son président.

16.5.3. *Procès-verbaux*

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, qui peut être tenu sous forme électronique, ou sur feuillets mobiles.

Ils sont signés par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations (en cas de réunion d'une assemblée, ces informations relatives à l'identité des associés et autres personnes présentes figurent uniquement sur la feuille de présence de l'assemblée), l'ordre du jour ainsi que le texte des résolutions ou décisions et sous chaque résolution ou décision le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, un directeur général ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

En cas de visioconférence, le président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un procès-verbal des délibérations de la séance portant, le cas échéant, mention de la survenance éventuelle d'un incident technique relatif à une visioconférence lorsqu'il a perturbé le déroulement de la séance. Le président adresse aux associés, ou met à leur disposition, dans les meilleurs délais un exemplaire du procès-verbal par tout procédé de communication. Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés sont conservées au siège social.

TITRE V **COMPTES SOCIAUX / AFFECTATION DU RESULTAT**

ARTICLE 17. EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2019.

ARTICLE 18. COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments de l'actif et du passif et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit le rapport de gestion qui comporte les indications prévues à l'article L. 232-1 du Code de commerce.

Le président établit également, le cas échéant, (i) les comptes consolidés et le rapport de gestion du groupe, et (ii) les documents de gestion prévisionnelle, dans le respect des délais prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La collectivité des associés, délibérant par décision prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, conformément aux dispositions légales.

ARTICLE 19. AFFECTATION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice distribuable, la collectivité des associés peut décider l'affectation de toutes sommes qu'elle juge à propos au compte de report à nouveau ou à tous comptes de réserves générales ou spéciales.

En outre, la collectivité des associés peut, après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives : en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement des dividendes ou des acomptes sur dividendes sont fixées par la décision collective des associés ou l'associé unique. La mise en paiement des dividendes en espèces doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Les pertes, s'il en existe, sont affectées au compte de report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou ultérieurs, jusqu'à extinction.

ARTICLE 20. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent, par décision prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 16, nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes. Cette désignation devient obligatoire lorsque la Société remplit les conditions déterminées par le Code de commerce.

Lorsque les commissaires aux comptes sont nommés, le contrôle de la Société est exercé dans les conditions fixées par la loi et les règlements.

Chaque commissaire aux comptes titulaire et suppléant est nommé pour une durée de six (6) exercices. Ses fonctions expirent à l'issue de la décision collective des associés statuant sur les comptes du sixième exercice.

ARTICLE 21. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Si la Société est dotée d'un commissaire aux comptes, le président de la Société doit l'aviser des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et lui-même, les autres dirigeants, les associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Le président de la Société doit informer le commissaire aux comptes dans le délai d'un (1) mois à compter de la conclusion de ces conventions. Le commissaire aux comptes présente aux associés, lors de l'approbation des comptes annuels, un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport, cette délibération étant mentionnée dans le registre des décisions.

Si la Société n'est pas dotée de commissaire aux comptes, le rapport visé au paragraphe qui précède est établi par le président de la Société.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement pour le président de la Société, d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Cependant ces conventions doivent être communiquées au Commissaire aux comptes si la société en est dotée, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties.

CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL - DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 22. CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 23. DISSOLUTION - LIQUIDATION

La dissolution met fin aux fonctions du président, des directeurs généraux et des autres organes sociaux, le cas échéant, le mandat des commissaires aux comptes peut être maintenu.

Les associés conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers. Cette transmission est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Si la Société comprend un seul associé personne physique ou au moins deux associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La décision collective des associés qui prononce la dissolution règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de sa liquidation, jusqu'à clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "société en liquidation" ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à clôture de la liquidation.

Le boni de liquidation après remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social et dans le respect de leurs accords.

ARTICLE 24. CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les associés, le président ou le liquidateur, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du ressort du siège social de la Société.